



# SNUDI FO 91

12, place des Terrasses de l'Agora 91000 ÉVRY  
Aurore Combret : 07 69 35 82 68  
Céline Dunos : 07 49 81 74 53  
Corinne Candas : 07 83 06 02 86  
David Roussel : 07 69 45 57 42  
Ismahen Mantès : 07 49 56 51 66  
Maud Le Brun : 06 51 59 56 29  
eMail : [91snudifo@gmail.com](mailto:91snudifo@gmail.com)  
Site : [snudifo91.fr](http://snudifo91.fr)



## Résolution votée

### par l'Assemblée Générale du **SNUDI FO 91**

*Mardi 15 OCTOBRE 2024*

Ce jour, l'AG du SNUDI Force Ouvrière de l'Essonne a réuni 41 adhérents au sein de la Bourse du travail d'Évry.

L'Assemblée Générale des adhérents, rappelle que le SNUDI FO 91 est un syndicat libre et indépendant ! Le SNUDI FO 91 reste fidèle à la Charte d'Amiens de 1906, constitutive de Force Ouvrière, qui affirme la nécessaire indépendance du syndicat vis-à-vis de l'État, du patronat, des partis politiques, des gouvernements et des Églises. L'Assemblée Générale rappelle que notre syndicat regroupe les salariés de l'Éducation Nationale travaillant dans les écoles, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses pour défendre leurs intérêts matériels et moraux. L'indépendance syndicale vis-à-vis de toute structure ou influence extérieure est une nécessité et la condition indispensable à la représentation et à la défense efficace et permanente des droits et intérêts des personnels de l'Éducation nationale, quelle que soit la couleur politique du gouvernement.

L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 constate que depuis le début de l'année scolaire, aucune des mesures annoncées ne va dans le sens de redonner les moyens permettant à l'Éducation Nationale, à la santé scolaire, ou à l'éducation prioritaire de fonctionner.

Au contraire : le Projet de Loi de Finance 2025, programme 5000 nouvelles suppressions de postes d'enseignants pour l'année 2025 dont 3155 dans le 1<sup>er</sup> degré. Ce dont les élèves ont besoin, ce sont des milliers de postes d'enseignants, d'ATSEM, d'infirmières, de médecins scolaires, d'enseignants spécialisés, de Psy EN, AESH ...

Ce dont les personnels ont besoin ce sont des médecins des personnels départementaux. En effet, il devient urgent pour les personnels de bénéficier d'une vraie médecine de prévention !

Le SNUDI FO 91 s'oppose au redéploiement du RASED imposé par les IEN.

Ce dont l'école a besoin, ce sont des vrais moyens et pas des discours. Ni les élèves, ni les parents, ni les enseignants n'ont besoin d'évaluations nationales. Nous avons déjà les outils, nous avons plus que jamais besoin de moyens. Nous pensons que le recours systématique aux évaluations sous toutes formes ne sert qu'à « manager », voire soumettre les personnels et maintenir les comparaisons néfastes au bon déroulement du travail des enseignants. L'école a besoin de personnels qualifiés et de temps pour travailler. Et comme chacun le sait, le temps c'est de l'argent. L'argent a bien été trouvé pour le SNU, le PACTE et pour l'augmentation du budget militaire à hauteur de 413 milliards d'euros ! L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 refuse cette économie de guerre et condamne les annonces de doublement du budget de l'armée en 2025.



De même, nous revendiquons l'arrêt des suppressions de postes et la création des postes nécessaires dans le but de faire baisser significativement le nombre d'élèves par classe. À ce titre, l'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 exige l'ouverture de tous les postes nécessaires, y compris de remplaçants formés.

Suite à l'annonce de la suppression de 3155 postes dans le 1<sup>er</sup> degré, l'ensemble des organisations syndicales représentatives a déposé une alerte sociale. Alors que tout va mal, le gouvernement nous annonce que nous devons faire mieux avec moins sous couvert d'une baisse démographique. L'Essonne étant en hausse démographique, l'Assemblée Générale demande donc la création des postes nécessaires.

L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 rappelle son rejet des grèves saute mouton et appelle à la grève générale et illimitée jusqu'à satisfaction de nos revendications.

**L'Hôpital, l'École et tous les services publics sont minutieusement démantelés ... ils sont tous à l'agonie !**

Une situation révoltante dans ce contexte d'inflation galopante et d'effondrement du pouvoir d'achat ! Le président Macron et le gouvernement précédent en portent l'entière responsabilité.

Ce dont ont besoin les personnels, ce n'est pas de quelques miettes indemnitaires, mais d'une augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice comme l'exige la FGF FO, la FNEC FP FO et le SNUDI FO avec l'ouverture immédiate de négociations pour rattraper les 28,5% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000 !

De même, l'assemblée générale du SNUDI FO 91 revendique un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH.

Quant au « pacte », il ne constitue en aucun cas une revalorisation puisqu'il conditionne une augmentation indemnitaire à des tâches supplémentaires. Pire, il remet en cause les statuts des personnels ! L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 demande l'abandon du PACTE.

L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 condamne l'obstination des ministres successifs de l'Éducation Nationale qui l'un après l'autre dégradent le service public d'éducation et les conditions de travail des personnels. Leur dernière invention le « *Choc des savoirs* », loin d'apporter des remèdes aux maux dont souffrent les personnels et les usagers de l'Éducation Nationale, va désorganiser les établissements, compliquer les apprentissages, remettre en cause à nouveau les postes ainsi que les statuts des personnels en plus de pousser nos collègues à effectuer un tri social de leurs élèves.

L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 invite les participants à diffuser le plus largement possible les informations syndicales auprès des collègues, et à proposer partout, dans les écoles, les établissements et les services, de discuter et d'organiser le blocage par la grève, si possible dans l'unité des organisations syndicales pour gagner sur nos revendications.

**Pour l'Assemblée Générale du SNUDI FO 91, la situation dans les écoles n'est plus tenable !**

**Assez des mensonges ministériels !**

L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 appelle à poursuivre le combat contre l'inclusion systématique et forcée, véritable maltraitance institutionnelle. L'Assemblée Générale demande à poursuivre l'action issue de la conférence nationale sur l'inclusion scolaire du 17 novembre 2023 et la mobilisation du 25 janvier 2024 qui a réuni plus de 5000 personnes à Paris pour continuer d'exiger le retrait de l'acte 2 de l'école inclusive et pour la défense de l'enseignement spécialisé et contre la fermeture des établissements spécialisés. L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 exige le recrutement d'enseignants spécialisés et de personnels AESH en nombre suffisant.

### **Les revendications tout de suite, la République toujours !**

Fort du principe d'indépendance inscrit dans la charte d'Amiens, et dans les statuts du SNUDI FO 91, l'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 ne soutiendra aucun parti politique. Plus précisément, les élus du Conseil Syndical et du Bureau Syndical, conformément à nos statuts ne soutiendront aucun parti politique et n'appelleront jamais à voter pour tel candidat ou pour telle liste au titre de leurs responsabilités syndicales.

### **Plus nombreux, plus forts !**

L'assemblée générale du SNUDI FO 91 engage toutes ses forces pour faire connaître largement les positions du SNUDI FO ainsi que celles de la fédération, la FNEC-FP-FO, dans les établissements :

- en continuant d'organiser des tournées d'écoles, des réunions et des formations syndicales pour informer, regrouper les personnels pour faire valoir les revendications et augmenter le rapport de force pour les faire aboutir.
- en proposant largement l'adhésion à Force Ouvrière à tous les collègues qui souhaitent rejoindre **le syndicalisme libre et indépendant !**

L'Assemblée Générale du SNUDI FO 91 invite ses adhérents à participer nombreux au meeting organisé le samedi 26 octobre par la Confédération Force Ouvrière. L'AG du SNUDI FO revendique l'abrogation des différentes réformes sur les retraites exercées depuis Marisol Touraine et exige le départ à la retraite à 60 ans des personnels et l'augmentation générale des salaires et des pensions.

Évry, le mardi 15 octobre 2024

